HEKS EPER
Bread for all.

CERFLA
Centre d'Études, de Recherche et de Formation en Langues Africaines

764.333 Sénégal / Ferlo

PROJET D'APPUI POUR LA SECURISATION DU FONCIER PASTORAL DU DOMAINE DE DOLLY

Phase III : 1.7.2013 – 31.12.2014

Juin 2013

Résumé :

Le Ranch de Dolly est le dernier refuge pour les éleveurs du Sénégal et même au-delà pour certains éleveurs de la Mauritanie. Les tentatives de cession d'une partie de ce Ranch que les pouvoirs publics ont manifestées en 2003, ont installé le doute sur la situation juridique de son statut. Face à ce dilemme, un processus de plaidoyer est entamé depuis 2011, dans le cadre d'un projet intitulé « sécurisation de la vocation pastorale du ranch de Dolly » pour obtenir des autorités étatiques une garantie de la préservation de la vocation pastorale du domaine par la prise d'un acte administratif. La première phase de ce projet a mis l'accent sur la mobilisation des éleveurs pour une large concertation sur la question et l'élaboration d'un plan d'action de plaidoyer. Cette phase a abouti au forum de novembre 2011 qui a été marqué par une forte mobilisation des organisations d'éleveurs, des organisations de la société civile, d'universitaires, de parlementaires, des autorités administratives locales et coutumières. Une seconde phase de consolidation des acquis de la première phase et de plaidoyer a duré trois mois (octobre – décembre 2012) et a porté sur la construction d'argumentaires et l''interpellation des décideurs. Cette phase a permis d'atteindre le Président de la République, les ministères de l'élevage et des finances, les parlementaires, les élus locaux, les marabouts, des notables influents et les services techniques étatiques (Direction des Eaux et Forêts, Élevage, ANCAR, …) et de recueillir l'engagement du Président de la République pour une préservation et une sécurisation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly. La troisième phase ambitionne la poursuite du plaidoyer jusqu'à ce que le Président acte ses engagements oraux en faveur de la sécurisation de la vocation pastorale du ranch de Dolly.

I CONTEXTE

La Société de Développement de l'Elevage en Zone Sylvo-Pastorale (SODESP) est la dernière organisation qui avait en charge la gestion et l'exploitation du Ranch de Dolly (voir évolution dans le contexte du document de projet, phase 1). Depuis sa disparition, en juillet 1999, le territoire de Dolly fait l'objet de plusieurs convoitises dont celles des grands agriculteurs du front pionnier arachidier et des investisseurs privés.

Les tentatives de cession d'une partie du Ranch de Dolly, que les pouvoirs publics ont manifestées en 2003, ont installé le doute sur la situation juridique du statut du Ranch.

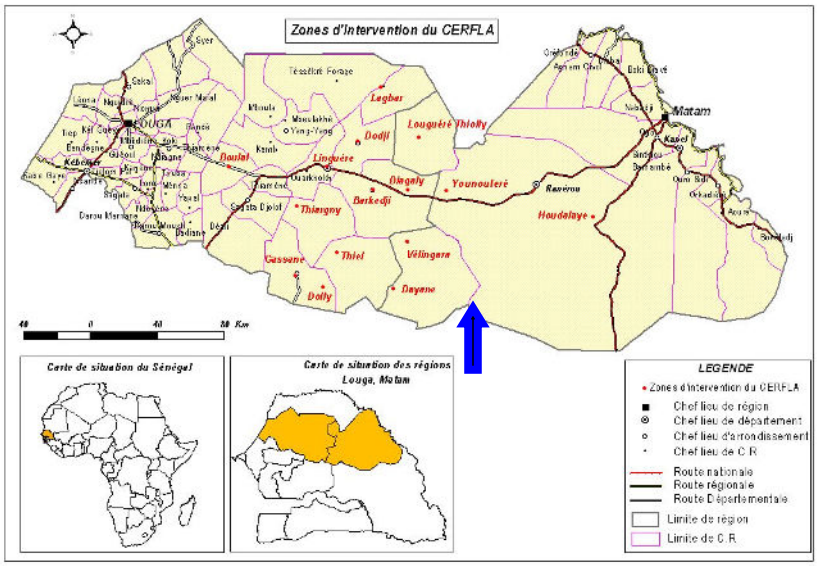
Le Ranch de Dolly est le dernier refuge pour les éleveurs des régions de Kaolack, de Fatick, Kaffrine, Saint Louis, Matam, Louga, Diourbel et même au-delà du Sénégal pour certains éleveurs de la Mauritanie.

Ainsi, le fait que le Ranch soit en tenailles entre les aménagements hydro-agricoles de la vallée du fleuve Sénégal et l'avancée du front agricole dans le département de Linguère et le phénomène de l'accaparement des terres (les scandales politico-fonciers) noté depuis les années 2000 inquiètent les éleveurs car les espaces affectés aux pâturages sont de plus en plus grignotés.

La situation du Ranch est aujourd'hui caractérisée par une insécurité insistante et une persistance des feux de brousses. La gestion du Ranch est assurée par le Ministère de l'Elevage sans moyens ce qui fragilise les pâturages et accentue la précarité des populations locales.
Au plan politique, l'espoir né du changement de régime de mars 2012 n'a été que de courte durée. Avec le déclassement récent de la forêt classée de Nguith (région de Saint-Louis) au profit de l'entreprise SENETHANOL pour la culture de tournesol et les positions annoncées du ministre de l'agriculture en faveur de la promotion de l'investissement privé malgré l'opposition des populations, la vigilance doit être maintenue.

Le gouvernement a nommé un avocat pour mettre en place la commission dans la poursuite de la réforme foncière mais ses positions en faveur de la privatisation des terres inquiètent plus d'un.

Face à la raréfaction des ressources publiques et à l'irréversibilité du processus de décentralisation entamé depuis les années 1970, le salut pour une viabilisation du Ranch ne passe que par une plus grande implication des populations, des collectivités locales et des éleveurs dans sa gestion.



Zone du projet

II. JUSTIFICATION DE LA TROISIEME PHASE DU PROJET

Le CERFLA, en sa qualité d'ONG nationale d'appui au développement, a accompagné ses partenaires de la zone de Dolly à élaborer le présent projet qui constitue une continuité de la phase I et II du projet de sécurisation du foncier pastoral du domaine de Dolly. La phase II a durée 3 mois, du 1.10. au 31.12.2012. Les leçons tirées de cette phase sont, entre autres :

- la nécessité de responsabiliser les acteurs locaux dans la définition et la mise en œuvre.
- un besoin d'accompagnement dans la mise en œuvre des activités pour s'assurer de la prise en compte des risques et sensibilités par des séances de préparation ; un coaching permanent.
- la prise en compte et l'intégration d'enjeux complémentaires comme le code pastoral, la question de l'accaparement des terres, … afin d'élargir les alliances.
- une prise en compte des dimensions politiques, clanique, ethniques, genre, religieuses dans la définition et la mise en œuvre.

Le présent projet phase III s'inscrit dans la poursuite de ce processus de la préservation et de la sécurisation du foncier pastoral de Dolly.

Le crédit dont dispose le CERFLA auprès des acteurs aussi bien de la zone qu'au niveau national est une base pour une poursuite consensuelle du processus jusqu'à son terme.

Le processus progressif de mise en œuvre du projet, phase I et II, a donné des résultats suivants :

a) La réalisation de la première phase du projet de sécurisation du Ranch de Dolly a abouti au forum de novembre 2011 qui a été marqué par une forte mobilisation des organisations d'éleveurs, des organisations de la société civile, d'universitaires, de parlementaires, des autorités administratives locales et coutumières (voir rapport Phase I).

b) une seconde phase de consolidation des acquis de la première et de plaidoyer de trois mois (octobre – décembre 2012 a pu atteindre le Président de la République, les ministères de l'élevage et des finances; les parlementaires et élus locaux, les marabouts et notables influents et les services techniques étatiques (Direction des Eaux et Forêts, Elevage, ANCAR).

La seconde phase a donc permis de recueillir l'engagement des autorités dont le Président de la République pour une préservation et une sécurisation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly

D'autre part, les différentes rencontres avec les organisations représentatives de l'élevage et des partenaires de la société civile ont permis de fédérer les acteurs autour de l'objectif de sécuriser la vocation pastorale du Ranch de Dolly par un acte administratif et la réhabilitation et le renforcement des infrastructures (forages).

Au niveau de ces organisations, le portage consensuel et collectif des actions de plaidoyer a abouti à plusieurs interpellations des Ministres (Elevage, Finances) et de certaines directions qui ont pris des engagements pour la mise en œuvre de mesures de préservation et de sécurisation de la vocation pastorale du Ranch.

Certes, ces résultats sont encourageants, mais il est toujours constaté que le processus de dégradation du Ranch se poursuit avec des tentatives d'occupations d'agriculteurs et l'absence d'une bonne gestion des infrastructures du Ranch. Toutes choses qui ne seront possibles que par la traduction des divers engagements oraux faits aux cours de la phase II du projet avec la prise d'une décision à travers un acte administratif.

Il est nécessaire de continuer le processus de plaidoyer jusqu'à ce que les autorités et notamment le Président de la République acte ces engagements en faveur de la préservation et de la sécurisation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly.

Les initiatives appuyées par le présent projet vont permettre de poursuivre le plaidoyer en vue d'une reconnaissance sans équivoque de l'activité pastorale comme un mode de mise en valeur des terres. D'ailleurs, la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale a prévu de combler ce manquement de la loi actuelle sur le domaine national : Le processus de réforme foncière remis en scelle par le gouvernement actuel a démarré par la nomination d'un responsable. Ceci ouvre des perspectives de démultiplication du modèle du Ranch de Dolly pour une préservation du foncier pastoral et une meilleure protection de l'environnement et des forêts classées non encore privatisées.

Pour l'essentiel, le Ranch accueille deux grands groupes de transhumants. Le premier comprend les agropasteurs qui proviennent du bassin arachidier (Fatick, Diourbel, Kaffrine) et des régions situées au Sud–Est du pays (Tambacounda).

Dans ces zones où l'on constate un accaparement de l'espace par l'agriculture, la majeure partie des animaux sont tenus éloignés des terroirs villageois pendant la saison des pluies. Ils se replient dans le Ranch pour éviter leur divagation dans les champs cultivés. Ces éleveurs quittent le Ranch vers la fin de l'hivernage pour regagner leurs terroirs d'origine au moment des récoltes. Ce qui leur permet d'utiliser les résidus culturaux.

Le second groupe de transhumants comprend en majorité des éleveurs provenant des régions du nord du pays (Louga, Saint Louis et Matam principalement) et parfois de la Mauritanie. En règle générale, ils séjournent dans le Ranch en saison sèche. Il convient d'ajouter que pour la plupart des éleveurs du pays, le Ranch de Dolly constitue une zone de repli vitale en période de crise (forte sécheresse, calamités naturelles).

Dans le cadre du projet, le CERFLA s'est appuyé sur une analyse de différents acteurs qui a fait apparaître le groupe des organisations d'éleveurs, les services techniques, les collectivités locales, les institutions et autorités étatiques, les chefs religieux.

Au niveau des éleveurs, il y a plus d'une trentaine d'organisation de dimension nationale et une multitude d'organisation communautaire au niveau locale en plus des représentations des organisations nationales. Un processus d'échange et de concertation permanent articulé à une prise en compte de la dimension locale de chaque organisation nationale et une large information d'une part et d'autre part un recours aux alliances locales des leaders nationales ont permis de réduire les tensions et d'aplanir les conflits lors des phases précédentes du projet.

Au niveau des collectivités, les risques de conflits de leadership avec les OCB et les autres leaders locaux ont été jugulés à travers un coaching, une large diffusion de l'information et une transparence totale sur le projet combinée à une médiation pour dissiper certaines incompréhension ou tensions.

Les autorités administratives et politiques et les services techniques qui sont des démembrements de l'Etat ont été pris en compte à travers des rencontres et visites d'informations pour recueillir leurs conseils et suggestions. L'Etat, qui est le destinataire du plaidoyer, était dans une position de rejet du processus au début, mais du fait de l'adhésion de ces relais au niveau local, les tensions et inquiétudes par rapport au processus furent levées progressivement.

Des chefs religieux, de part leur position, ont été mis à contribution. C'est ainsi que des leaders mourides ont marqué leur adhésion à travers leur participation au forum de novembre 2011. Quant à des leaders de la famille omarienne, ils ont interpellé le Président de la République sur la question.

Dans la troisième phase du processus différents acteurs seront impliqués, au regard de leur importance, de leur capacité d'influence mais aussi de leurs intérêts et positions :

- **Les organisations (locales et nationales) d'éleveurs :**

Elles sont les porteurs du projet et donc du plaidoyer ; elles ont un double intérêt dans ce plaidoyer : la préservation d'un espace vital pour leurs familles et leur bétail. Elles trouvent leur intérêt au fait que la zone de Dolly reste la seule zone de repli pour les éleveurs pendant la longue saison sèche (huit mois environ) et pendant les années difficiles (sécheresse, …) d'une part. Le ranch sert, d'autre part, de zone de pâturage pour les éleveurs du bassin arachidier en saison des pluies (Kaolack, Fatick, etc) afin de permettre le développement des cultures dans cette période. Pour les éleveurs de la zone sylvopastorale (Ferlo) c'est naturellement une zone de pâturages permanents.

- **Les agriculteurs aux alentours du Ranch de Dolly :**

Il s'agit des agriculteurs à la recherche de nouveaux espaces pour l'agriculture. Les terres du ranch sont grignotées petit à petit pour des activités agricoles ; ce qui constitue une source de conflits latents entre agriculteurs et éleveurs. Le projet prévoit une convention de gestion communautaire de l'espace villageois autour du ranch en attendant sa réhabilitation et sa sécurisation comme annoncée par les autorités étatiques.

- **Les exploitants forestiers :**

Il s'agit des exploitants forestiers qui pratiquent l'activité dans la clandestinité, car la zone est classée (interdiction de coupe des arbres pour la vente de bois mort ou de charbon de bois). C'est un groupe qui ne trouvera pas son intérêt dans la sécurisation et la réhabilitation du ranch pour une vocation pastorale. Mais leur intégration parmi les acteurs permet leur prise de conscience quant aux

risques des mauvaises pratiques de coupes sur l'environnement et sur la biodiversité.

- **Les collectivités locales de Thièl et de Gassane :**

La décentralisation a fait des communautés rurales les acteurs en charge du développement des terroirs. A ce titre elles se positionnent comme des acteurs incontournables dans le processus.

- Les Organisations de la société civile (CONGAD ; CRAFS ; CNCR ; …) :

Elles ont une force nationale et internationale et disposent d'une capacité de lobbying et de contribution pouvant influencer les politiques. En ce qui concerne le CNCR c'est une opportunité pour renforcer le poids des éleveurs dans son leadership car bien que comprenant des organisations d'éleveurs en son sein, l'élevage a été toujours le parent pauvre de sa politique et de son lobbying.

- Les services techniques déconcentrés (Eaux et forêts ; Hydraulique ; Elevage ; …) :

Les services techniques constituent des alliés importants dans l'accompagnement pour la préservation des ressources naturelles et la biodiversité. Dans le processus du plaidoyer ils peuvent appuyer le développement de l'argumentaire. Ce sont les techniciens de l'administration, en service dans la zone, qui se chargeront aussi d'appuyer et d'accompagner les éleveurs au moment de la réhabilitation du ranch. Ces services techniques locaux, départementaux, régionaux et nationaux ont été impliqués dans les différentes phases de négociation. Ils ont pris part aux rencontres organisées à tous les niveaux, notamment l'administration territoriale (sous préfet, préfet, gouverneurs), les services techniques déconcentrés (agriculture, élevage, eaux et forêts, développement local, hydraulique, ...).

- **Les leaders politiques :**

La forte mobilisation des éleveurs et des populations de la zone rend la question de Dolly porteuse de risques pour l'ensemble des acteurs politiques. Il s'agit d'intégrer ceux qui trouvent leur intérêt à la sécurisation de la vocation et de rassurer les autres sur la neutralité du processus. Le projet bénéficie du soutien des leaders politiques issus de la zone et qui portent le débat à l'assemblée nationale (3 députés de la zone sont fortement engagés dans le processus). Madame le ministre de l'Elevage, issue de la région (Louga), a déjà visité le Ferlo durant ses missions de terrain et a rencontré le Collectif des éleveurs de Dolly sur la question du Ranch. Elle a récemment affirmé de façon claire (à l'Assemblée Nationale) la position du gouvernement qui est de préserver la vocation pastorale du Ranch de Dolly.

- **Les chefs religieux :**

Ce sont de grands cultivateurs qui « convoitent » le domaine de Dolly. Le processus touche directement leur intérêt, mais ce sont des acteurs qui trouvent leur légitimité dans la paix sociale et le raffermissement de la cohésion sociale. Il s'agit de s'appuyer sur leur rôle de pacificateurs et de garant de la paix et de la cohésion sociale pour aller vers la sécurisation de la vocation pastorale du Ranch.

Enfin la dynamique consensuelle des organisations d'éleveurs et des différents acteurs du pastoralisme est un bon garant pour le maintien de la cadence jusqu'à la mise en pratique des engagements pris aux différents niveaux et notamment la sécurisation formelle du Ranch en faveur des éleveurs.

III OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES DU PROJET

Rappel de l'Objectif général du projet (phases I, II et III) :

Sécuriser durablement le foncier pastoral du domaine de Dolly.

Deux principaux résultats sont attendus :

Résultat 1 : La préservation du foncier pastoral du domaine de Dolly est attestée par un acte administratif pris par les pouvoirs publics.

Résultat 2 : Les acteurs locaux (populations, OCB, collectivités locales) ont obtenu des autorités compétentes une réhabilitation des infrastructures et les autorisations nécessaires pour la mise en place de mécanismes fonctionnels de gestion du Ranch et des infrastructures existantes.

3.1. L'objectif général de la phase III

Amener les autorités compétentes à traduire en acte administratif leur engagement conférant définitivement au Ranch de Dolly sa vocation pastorale.

Résultat attendu de la phase III :
Au niveau des institutions et autorités nationales, des actes (engagement écrit) sont pris pour la préservation et la sécurisation de la vocation pastorale du Ranch.

3.2. Objectif spécifique 1 :

Obtenir le soutien et la mobilisation d'autorités locales et nationales, d'acteurs influents pour amener les pouvoirs publics à traduire en actes leurs

engagements en faveur de la préservation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly.

Résultat 1 : Les acteurs (OCB, Les Associations d'enleveurs, les organisations de femmes ; les leaders religieux, les leaders politiques ; les chefs de services techniques ; le CNCR, le CRAFS, le CONGAD) se mobilisent à travers un intense lobbying pour la prise d'un acte administratif visant la préservation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly.

Activités

Un plan d'action de plaidoyer pour le suivi de la mise en œuvre des engagements des autorités sera élaboré et exécuté en vue d'assurer la sécurité foncière du Ranch de Dolly et de la préservation de l'accès permanent à l'eau et aux ressources naturelles. Ce plan d'action ciblera principalement les autorités locales et nationales, en particulier l'administration territoriale, les collectivités locales, les départements ministériels compétents, les parlementaires, la présidence de la république ainsi que des personnalités influentes (marabouts, notables, autorités politiques ; CNCR, CONGAD, CRAFS, etc).

Il sera mis en œuvre par les organisations d'éleveurs partenaires du CERFLA dans la zone de Dolly et les organisations faîtières d'éleveurs au niveau local, régional et national avec le soutien des organisations de la société civile et des services étatiques concernés par cette problématique.

A.1.1.: Atelier de finalisation du mémorandum avec les organisations locales et nationales d'éleveurs et des personnes ressources

Il sera organisé un atelier de deux jours réunissant les acteurs influents (organisations d'éleveurs, universitaires, parlementaires, organisations de la société civile s'activant dans le foncier et la défense de l'espace pastoral, les représentants de l'Etat) pour la formulation du mémorandum à remettre au Président de la République.

A.1.2 : Organisation de rencontres régulières du Comité de Suivi des activités.

Dans les phases I et II du projet, un Comité de Suivi composé des membres des OCB partenaires Nanondiral et GPF de Dolly, du Collectif des éleveurs et des élus des conseils ruraux de Thièl et de Gassane ; les services techniques, des élus de la zone et des représentants des différents groupes d'éleveurs) avait été mis en place pour coordonner et assurer le suivi des activités pour atteindre une plus

grande implication / information des différents groupes d'acteurs. Il s'agit actuellement dans cette phase du projet de poursuivre les activités entamées et d'élargir les actions à de nouveaux acteurs au niveau national. Des rencontres sont prévues entre les membres du Comité de Suivi avec le soutien du CERFLA pour une prise en charge des activités planifiées et la mise en œuvre d'un plan de mobilisation et de suivi.

A.1.3 : Atelier de partage sur les lois foncières et d'analyse de la gestion pastorale du foncier avec les organisations locales.

A.1.4 : Atelier de partage sur les lois foncières et d'analyse de la gestion pastorale du foncier avec les Communautés Rurales (CR) dans le cadre du Groupement d'Intérêt Communautaire (GIC). Le GIC est une instance départementale qui regroupe les collectivités locales qui s'engagent pour la préservation et la sécurisation de la vocation pastorale du Ranch ; sa prise de position engage toutes les collectivités locales membres. Le GIC existe déjà, il a été mis en place par l'Agence Régionale de Développement. Il est impliqué dans le processus et a participé à la rencontre de Dakar, en novembre 2012.

A.1.5 : Atelier de définition de mesures de gestion au niveau de la lisière du Ranch en vue de les faire adopter par les CR.

A.1.6 : Atelier de formulation d'une stratégie de mise en œuvre du processus de plaidoyer par les conseils ruraux de Thièl, de Gassane et du GIC *(Groupement d'Intérêt Communautaire).*

A.1.7 : Rencontre de sensibilisation et de mobilisation avec les élus (Assemblées Nationales, Conseil Economique Social et Environnemental, parlementaires, conseillers).

A.1.8 : Organisation d'émissions au niveau des médias sur la situation du Ranch et sur la mise en œuvre du plan d'action de plaidoyer.

Des émissions radios seront organisées régulièrement au niveau des médias communautaires (radios) et nationales (radios, télévisions, presses écrites) pour relayer la communication à la base et au niveau national.
Des personnes ressources averties dans le domaine de l'élevage, du pastoralisme et du droit seront invitées sur ces plateaux pour renforcer l'argumentaire.

A.1.9 : Atelier de capitalisation du processus (résultats obtenus, forces – faiblesses, perspectives) regroupant les acteurs de Dolly, les élus, les OCB et les organisations d'éleveurs, les ONG, les services étatiques, des personnes-ressources d'appui.

En début décembre 2012, un atelier de bilan a été tenu pour ressortir les bonnes pratiques et définir des perspectives d'accompagnement sur la base des acquis des différentes phases du projet. Cet atelier avait aussi permis de procéder à une démultiplication des résultats au niveau local (populations de Dolly et environs, conseil rural de Thièl et de Gassane) au niveau départemental (OCB et partenaires) et au niveau national (organisations nationales d'éleveurs, élus nationaux, partenaires).

3.3. Objectif spécifique 2 :

Obtenir des pouvoirs publics (Président de la République, l'Assemblée Nationale) une mise en œuvre des engagements pris pour la préservation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly.

Résultat 2 : Des actes sont posés par les institutions (Présidence de la République, Assemblée Nationale, collectivités locales) conférant au Ranch de Dolly un domaine exclusivement réservé aux activités pastorales.

Activités

A.2.1: Approfondissement des études complémentaires (statut juridique du Ranch de Dolly) qui ressortent les formes de gestion participative et leurs avantages pour une préservation et une sécurisation de la vocation pastorale du Ranch. Au Sénégal nous avons plusieurs textes juridiques. Il s'agira de les exploiter et d'en avoir une synthèse des éléments favorables et/ou pouvant renforcer la préservation de la vocation pastorale du Ranch en plus des conventions et accords internationaux.

Un juriste averti dans les questions juridiques sera saisi. Ainsi une étude complémentaire sera réalisée par ce juriste pour définir et encadrer le plaidoyer dans son aspect juridique.

Un document axé sur l'accompagnement juridique, sera produit au terme de la phase d'accompagnement qui durera 3 mois. Ce document fera l'objet d'un partage avec les différents acteurs.

A.2.2 : Suivi du mémorandum remis au Président de la République afin d'aboutir à une prise de décision.

Plusieurs acteurs seront impliqués dans cette action de suivi (élus, marabouts et personnalités influentes, acteurs politiques et de la société civile).

A.2.3 : Conduite des actions d'informations, de sensibilisation sur la faisabilité des propositions de l'étude juridique (A.2.1).
Rappel des engagements lors des rencontres avec les autorités et leaders (Conseil Régional de Louga, Gouverneur, Préfet, Sous-préfet, Président conseil régional, Secrétaires Généraux, Députés et Ministres originaires de la région).

A.2.4 : Continuation des rencontres de partage sur les enjeux et défis de la sécurisation de la vocation pastorale avec les élus, les notables et marabouts influents.

A.2.5 : Activités de lobbying au niveau des services étatiques (Ministères de l'Elevage, de l'Hydraulique et de l'Environnement) pour la prise en compte de la réhabilitation du Ranch de Dolly dans les priorités de la Stratégie Nationale de Gestion des Aires Protégées (SNAP), les plans d'actions des directions des eaux et forêts, de l'élevage et des projets et programmes en cours et/ou en élaboration.

A.2.6 : Atelier de définition d'une proposition de modèle de gestion participative du Ranch de Dolly.

A.2.7 : Voyage d'échanges sur la loi pastorale et le Code Rural du Niger.
Le Niger dispose déjà d'une législation spécifique sur le pastoralisme. Le voyage d'échange prévu permettra d'échanger en profondeur avec les acteurs qui ont été impliqués dans le processus ayant conduit à la réforme du foncier pastoral de ce pays et de prendre connaissance du dispositif juridique qui régit la gestion des ressources pastorales et son fonctionnement. Ce voyage sera effectué par Mr Oumar Sy, Président du Conseil d'Administration du CERFLA, et lui permettra de rencontrer les différentes personnes ressources impliquées au niveau des différentes structures du système de fonctionnement du code rural nigérien : commission foncière communale, départementale, régionale et nationale.

A.2.8 : Accompagnement des OCB dans l'élaboration du Code Pastoral sénégalais.
Pour une meilleure prise en compte des préoccupations des éleveurs dans le processus de réflexion sur la réforme foncière au Sénégal, entamée récemment, il s'avère important et urgent d'établir, parallèlement au plaidoyer, un Code Pastoral. Il s'agira pour cette activité d'accompagner les acteurs dans ce

processus pour que le pastoralisme soit pris en compte dans la réforme foncière Il est attendu que la loi prévoit clairement des espaces destinés à l'activité d'élevage nomade (définition de zone de pâturage, des points d'abreuvement du bétail, l'établissement et la définition de couloirs de passage des animaux, l'attribution d'espaces pour l'activité d'élevage en milieu rural à l'image des terres destinées aux activités d'agriculture ou non agricoles).

IV DEMARCHES ET PROCESSUS DE DEROULEMENT DU PROJET PHASE III

1ère étape : Mise en œuvre des actions de consolidation
Atelier de finalisation du mémorandum avec les organisations nationales et des personnes ressources. Organisation de rencontres de partage avec le comité de suivi et définition d'un plan de suivi. Atelier de partage sur les lois foncières et d'analyse de la gestion pastorale du foncier avec les organisations locales. Atelier de partage sur les lois foncières et d'analyse de la gestion pastorale du foncier avec les Communautés Rurales dans le cadre du GIC. Atelier de formulation d'une stratégie de mise en œuvre du processus de plaidoyer par les conseils ruraux de Thièl, de Gassane, le GIC. Approfondissement de l'étude complémentaire sur le statut juridique du Ranch de Dolly. Suivi du mémorandum remis au Président de la République afin d'aboutir à une prise de décision. Plusieurs acteurs seront impliqués dans l'action de suivi (élus, marabouts et personnalités influentes, acteurs politiques et de la société civile). Voyage d'échanges sur la loi foncière et le code rural au Niger. Accompagnement des OCB dans l'élaboration du Code Pastoral.
2ème étape : Opérationnalisation du plan d'action de plaidoyer
Rencontre de sensibilisation et de mobilisation avec les élus (Assemblée Nationale, Conseil Economique Social et Environnemental : parlementaires, conseillers). Atelier de définition de mesures de gestion au niveau de la lisière du Ranch en

vu de les faire adopter par les Communautés Rurales. Organisation d'émissions au niveau des medias sur la situation du Ranch et la mise en œuvre du plan d'action de plaidoyer. Rencontres d'information et de mobilisation avec les femmes leaders et les autorités au niveau national pour la traduction en actes des engagements du Président de la République et de la Ministre de l'Elevage (journée d'échange entre les femmes de la zone et leurs sœurs). Activités de lobbying au niveau des services étatiques (Ministères de l'Elevage, de l'Hydraulique et de l'Environnement) pour la prise en compte de la réhabilitation du Ranch de Dolly dans les priorités de la Stratégie Nationale de Gestion des Aires Protégées (SNAP), les plans d'actions des directions des Eaux et Forêts ; de l'élevage et des projets et programmes en cours et/ou en élaboration.
3ème étape : Bilan et perspectives
Capitalisation du processus (résultats obtenus ; forces – faiblesses ; perspectives) regroupant les populations, les élus, les OCB et les organisations d'éleveurs, les ONG, les services étatiques, les personnes-ressources d'appui.

V BENEFICIAIRES DU PROJET

Les bénéficiaires du projet sont les groupes suivants :

- Les habitants du Ranch.
- Les habitants des communautés rurales de Thièl (constituée de 37 villages – environ 13'000 habitants) et de Gassane (constituée de 40 villages avec environ 22 000 habitants).
- Les OCB de la zone (éleveurs, petits agriculteurs, exploitants forestiers).
- Les organisations nationales d'éleveurs
- Les éleveurs transhumants provenant des régions de Fatick, de Kaolack, de Diourbel, de Kaffrine, de Louga, de Saint louis et de Matam.
-

VI RISQUES MAJEURS

Les principaux risques qui peuvent affecter l'exécution du projet sont les suivants :

- une mésentente entre les organisations d'éleveurs de la zone ;
- la non implication de tous les acteurs concernés ;
- la récupération politique du processus ;

- la faiblesse des moyens mobilisés ;
- une situation difficile non prévue (climatique, sociale, politique).
- Un retour en arrière des autorités nationales

VII ENGAGEMENT DE PERSONNES RESSOURCES POUR ACCOMPAGNER LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

La mise en œuvre du projet nécessite la poursuite de l'accompagnement de consultants comme lors des phases antérieures du projet. Ce sont des experts qui ont une bonne connaissance des enjeux du pastoralisme au Sénégal, des questions juridiques, forestières au plan national et dans la sous-région. Ils disposent d'un carnet d'adresse utile au processus de plaidoyer.

Au cours de la période retenue chacun en ce qui le concerne, devra contribuer à la réalisation de différentes activités du processus :

- suivi, accompagnement et production documentaire ;
- élaboration d'un support d'animation des rencontres d'information et d'échanges ;
- exploitation et synthèse des résultats des différentes actions de plaidoyer ;
- facilitation des contacts avec divers acteurs (utiliser son carnet d'adresse et ses relations);
- accompagnement et finalisation du code sur les règles de gestion des ressources naturelles et de la transhumance dans le Ranch et ses environs retenues par les populations lors des rencontres.
- accompagnement des actions de plaidoyer/lobbying ;

Cette liste n'est pas exhaustive, d'autres tâches pourront être confiées aux consultants en entente avec le CERFLA.

VIII ACCOMPAGNEMENT DE MONSIEUR OUMAR HAMADY SY DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

La mise en œuvre du projet nécessite l'accompagnement d'une personne expérimentée ayant une bonne compréhension du processus et de la sociologie locale. Dans le cadre de la phase précédente, cette fonction était assurée par Monsieur Oumar Hamady SY, ancien Secrétaire Général du CERFLA. Malgré son départ à la retraite, il s'est engagé à poursuivre bénévolement cet accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre de la phase III du projet. Il participera aux différentes étapes du processus notamment :

- à la validation des activités et des stratégies à mettre en œuvre ;
- aux différentes rencontres de définition et de validation du plan d'actions de plaidoyer ;
- au suivi/appui-conseil ;

- à la définition des outils et à l'analyse des rapports d'activités ;
- aux différentes rencontres d'information et de communication prévues avec les autorités administratives, les chefs religieux, les notables et les personnes influentes.

Vu la sensibilité de la question et les risques potentiels de conflits qui peuvent survenir dans ce processus, son engagement reste utile dans la conduite du projet.

IX. SUIVI ET RAPPORTING

Le contact et les échanges avec le CERFLA et les partenaires du Ferlo seront réguliers et tiendront compte de la sensibilité de l'environnement social et politique par rapport à la question foncière.

- Le CERFLA va assurer un suivi mensuel en relation avec les OCB partenaires du projet.
- Des rapports seront produits par le CERFLA après chaque mission.
- Des rapports semestriels seront établis et un rapport final sera élaboré.

HEKS Sénégal assurera un coaching de proximité sur le terrain. Le contact et les échanges avec le CERFLA et les partenaires du Ferlo seront très intensifs et tiendront compte de la sensibilité de l'environnement social et politique par rapport à la question foncière.

Annexes :

- Cadre logique
- Budget